

Dans une « carte blanche », Egidio Di Panfilo, secrétaire général du SETCa Liège-Huy-Waremme, résumait les objectifs de cette manifestation syndicale : « Dans un mois, l'ensemble des travailleurs du secteur privé pourrait subir un tsunami social. Si on y ajoute les contractuels du service public, ce sont 3 millions de personnes qui risquent de voir leurs droits sociaux rabotés par un gouvernement qui n'en finit pas d'appliquer des mesures d'austérité (…). C'est contre cette logique que le 6 juin, les syndicats seront une nouvelle fois dans les rues de Bruxelles, en liant logiquement ce dossier à celui de l'accroissement de la flexibilité, du blocage salarial et d'une fiscalité plus juste ».

**Faisons sauter le blocage des salaires ! **

Le gouvernement Di Rupo a décidé d'autorité le blocage des salaires pour 2013-2014. Alors que les dividendes des entreprises du BEL20 sont en hausse de 10% en 2012 et atteignent près de 7 milliards d'euros ; alors que ces dividendes représentent, dans beaucoup d'entreprises multinationales, près de 60% de leurs bénéfices !

Et maintenant, il est question que ce même gouvernement fasse passer une loi interdisant toute augmentation salariale pendant au moins six ans (voir l'article sur notre site LCR : « Gel des salaires jusque 2018 : une déclaration de guerre aux travailleurs ») !

Des discussions sont en cours pour le renouvellement des conventions sectorielles et d'entreprises.

L'Administrateur-délégué de la fédération de l'industrie chimique, Yves Verschueren, s'est fendu d'une carte blanche dans le Soir (6 juin) en déclarant tout bonnement que la manifestation syndicale du 6 juin, contre le blocage des salaires, était « une attaque directe contre la démocratie ». Bien évidemment, que quelques ministres votent d'autorité et sans négociation sociale une loi interdisant toute augmentation salariale, ça, pour le banc patronal,

c'est une initiative démocratique, légale et même « dans l'intérêt de la société », comme le souligne Yves Verschueren.

« Non au gel des salaires » ont répété les directions syndicales FGTB et CSC, à la manifestation de ce 6 juin !

Alors, n'est-ce pas le moment de donner la consigne de briser ce gel dans le renouvellement des conventions sectorielles et d'entreprises et de dire haut et fort que « la grève générale sera notre réponse », si ce gouvernement ose bloquer nos salaires pendant au moins six ans !

Sous prétexte d'harmonisation des statuts entre ouvriers et employés, ce gouvernement s'apprête à suivre l'avis des patrons, en réduisant la protection des travailleurs contre le licenciement. Ainsi, « tout abaissement de la durée du préavis des employés serait une régression sociale inacceptable qui ouvrirait la voie à une flexibilité encore plus accrue du « marché de l'emploi », souligne le secrétaire général du SETCa Liège ; « c'est pourquoi il faut amener la durée du préavis des ouvriers au niveau de celui des employés et non l'inverse. C'est cela le progrès social, c'est cela la solidarité ».

Mais, au-delà de cette harmonisation par le haut, n'est-il pas temps de dire « Stop aux licenciements », de marquer la solidarité et la mobilisation interprofessionnelle avec les travailleurs aux prises avec les fermetures, les licenciements chez Arcelor-Mittal, Caterpillar, Duferco…

Deuxième lettre ouverte aux syndicalistes

Dans la manifestation syndicale de ce six juin, des militants de la LCR ont distribué une 2ème lettre ouverte aux syndicalistes : « pour une résistance sociale sans concession à l'austérité ; pour une alternative politique au social-libéralisme ».

Rappelant l'appel du 1er mai 2012 de la FGTB de Charleroi pour une nouvelle force politique anticapitaliste à gauche du PS et d'Ecolo, face au « rouleau compresseur –du patronat et du gouvernement- qui broie les conquêtes sociales arrachées par nos anciens », cette lettre ouverte invite à « un large débat démocratique au sein de la FGTB et de la CSC ; un débat qui débouche sur des congrès extraordinaires d'orientation permettant d'organiser valablement la résistance sociale. Il est impératif que les organisations syndicales changent de cours de toute urgence afin de défendre les intérêts de tous les travailleurs. Sans résistance sociale acharnée, une alternative politique de gauche n'a aucune chance. Sans alternative politique de gauche, les syndicats resteront prisonniers de la politique du « moindre mal » et du PS. La victime des contre-réformes sociales sera incontestablement toute la population laborieuse : hommes et femmes avec oui sans emploi, jeunes, chômeurs, pensionnés, malades, etc. ».

Dans la première lettre aux syndicalistes (de janvier 2012), nous écrivions : « Nous, LCR, luttons pour un programme anticapitaliste, internationaliste, féministe, démocratique et écosocialiste (…). Notre combat n'est pas séparé de celui du mouvement ouvrier (…). Nous serons en première ligne, aux côtés des travailleurs et travailleuses, pour défendre le syndicalisme et les acquis sociaux, pour imposer le rejet pur et simple du plan d'austérité du gouvernement et nous prendrons nos responsabilités sur le terrain politique. Nous sommes prêts à participer à la construction d'une alternative politique, un parti du monde du travail contre le capital ».

Quelques photos...









